



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
26 septembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-neuvième session

Genève, 17-28 septembre 2012

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-neuvième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 17 au 28 septembre 2012

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé du Président	2
Débat de haut niveau: Une croissance créatrice d'emplois pour réduire la pauvreté: Quels enseignements l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience d'autres régions?	2

Résumé du Président

Débat de haut niveau: Une croissance créatrice d'emplois pour réduire la pauvreté: Quels enseignements l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience d'autres régions?

(Point 3 de l'ordre du jour)

1. Le débat de haut niveau a été consacré à la question des modalités selon lesquelles les pays en développement pourraient assurer leur croissance économique tout en créant des emplois et en continuant de réduire la pauvreté. Les participants ont examiné les enseignements que l'Afrique pourrait tirer de l'expérience d'autres pays et régions en développement concernant l'éventail optimal de politiques commerciales, financières et macroéconomiques et de politiques d'investissement nécessaires pour garantir une croissance et un développement durables.

2. Les débats ont fait ressortir toute la complexité de la croissance et des résultats économiques en Afrique. Il a été reconnu que le thème du débat de haut niveau non seulement était opportun, mais illustre également le problème urgent auquel il était confronté. L'Afrique avait le potentiel de devenir un pôle de croissance à l'avenir, en dépit de la complexité des problèmes et des enjeux. Les pays africains avaient entrepris d'importantes réformes macroéconomiques. Les réformes d'orientation en Afrique étaient devenues plus ouvertes, bien qu'à un moindre degré que dans d'autres régions en développement. Toutefois, la croissance impressionnante de l'Afrique n'avait pas entraîné les créations d'emplois escomptées, ni une appréciable réduction de la pauvreté ou une amélioration des niveaux de vie. Les participants ont analysé divers obstacles à la croissance en Afrique, dont des taux élevés d'accroissement démographique, supérieurs aux taux de croissance économique et de création d'emplois, des flux d'investissement dans des secteurs qui n'étaient pas accessibles aux pauvres, des progrès technologiques limités et des politiques financières de lutte contre la pauvreté inadéquates.

3. Les discussions ont porté sur les principaux obstacles macroéconomiques à la croissance et au développement en Afrique. Le secrétariat de la CNUCED avait à maintes reprises attiré l'attention sur le coût du financement, en particulier le niveau élevé des taux d'intérêt, pour les investissements productifs nécessaires au soutien de la croissance dans la plupart des pays africains. L'écart entre les taux d'intérêt et les taux d'inflation restait large, et maintenait les taux d'intérêt réels à un niveau trop élevé pour que les investisseurs puissent obtenir des rendements intéressants de leurs investissements dans un environnement qui demeurait difficile. La question avait été négligée dans les programmes d'ajustement structurel et autres plans de réforme. Pour que la croissance soit équitable et durable, les individus devaient pouvoir en profiter à travers une progression des salaires réels suivant l'augmentation de la productivité et conduisant à un accroissement des revenus des ménages.

4. Les intervenants et les participants ont identifié d'autres carences structurelles préjudiciables à une croissance créatrice d'emplois, dont:

- a) Un déficit de transformation structurelle et d'activités à forte productivité, conjugué à une dépendance accrue à l'égard du commerce des produits de base;
- b) Des problèmes de production vivrière et de sécurité alimentaire, aggravés par une transition précipitée vers des systèmes de marché avec un engagement limité de l'État;
- c) Un faible niveau du commerce intra-africain, en dépit des multiples efforts pour promouvoir l'intégration des pays au niveau sous-régional;

d) Les multiples crises mondiales qui avaient entraîné une contraction du commerce, des envois de fonds et de l'aide publique au développement, et qui avaient aggravé l'instabilité des prix des produits de base.

5. Les intervenants sont convenus que l'Afrique pouvait assurément tirer des enseignements de l'expérience d'autres régions, mais aussi qu'il n'existait pas de modèle ou de solution universelle. En dépit de la diversité des politiques et des problèmes, le développement en Afrique ne pouvait que s'enrichir de l'expérience d'autres régions, s'agissant notamment des politiques sectorielles d'industrialisation, du développement agricole et des services, d'un plus large soutien public apporté au développement sectoriel, et du rôle des industries extractives à la lumière de la dépendance à l'égard des ressources naturelles et d'une production manufacturière fondée sur l'exploitation de ces ressources. Des modèles de bonne gestion de l'exploitation des produits de base étaient également nécessaires pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Il existait plusieurs façons d'améliorer l'utilisation des rentes, y compris la participation aux bénéfices, et d'affecter les gains provenant de ces rentes à des investissements d'infrastructure sociale.

6. La CNUCED avait essayé d'encourager un accroissement des investissements dans le développement des capacités productives. Les participants ont recommandé l'adoption de politiques visant à attirer des investissements étrangers directs (IED) plus nombreux et de meilleure qualité, en préconisant notamment des changements institutionnels pour mettre en place des régimes fiscaux plus attractifs pour les investisseurs étrangers. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité d'orienter davantage l'investissement vers l'agriculture, les flux d'IED étant censés combler le déficit de financement mais étant rarement suffisants pour assurer une croissance économique durable dans un pays peu développé. L'IED ne pouvait donc remplacer l'investissement local, qui avait besoin d'un environnement favorable. L'aide publique au développement resterait nécessaire, tout comme le recours des sources novatrices de financement du développement.

7. L'Afrique participait désormais davantage à la coopération Sud-Sud dans les domaines du commerce et de l'investissement, ce qui avait permis de ne plus cantonner les investissements aux industries extractives. L'Union africaine avait adopté un programme visant à promouvoir le commerce intrarégional et à accroître l'attractivité de la région en matière d'investissements. Toutefois, le plan d'action se concentrait sur les traditionnelles questions de politique commerciale et d'accès aux marchés, en négligeant quelque peu l'importante question des types de produits devant être fabriqués et exportés.

8. La CNUCED avait préconisé la croissance pour remédier à une pauvreté persistante. Mais en dépit d'une certaine croissance dans la période récente, la pauvreté n'avait guère diminué, car la croissance avait été enregistrée dans des secteurs, tels que les industries extractives, qui offraient peu d'emplois aux pauvres. La solution était d'améliorer la productivité dans l'agriculture, ce qui permettrait à l'Afrique de réduire sa dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires et de ne plus être importateur net de telles denrées, d'assurer sa sécurité alimentaire et d'affecter de précieuses devises à l'acquisition de biens d'investissement plutôt que de denrées alimentaires.

9. De nombreuses autres mesures étaient possibles, par exemple investir davantage pour accroître la productivité agricole et développer les infrastructures, mettre en place des groupements commerciaux régionaux et accroître le commerce panafricain. Il était fondamental d'associer trajectoire de croissance et réduction de la pauvreté. Les participants ont également souligné l'importance du mode de croissance, par rapport au taux de croissance proprement dit.

10. Une plus grande diversification dans le secteur des produits de base devrait conduire à un accroissement et à la diversité de la production de produits finis. Cela permettrait également d'accroître les échanges commerciaux sur les marchés régionaux, échanges qui

étaient freinés par le manque de spécialisation et la production de produits bruts analogues. Les investissements d'infrastructure et le développement des infrastructures étaient nécessaires, mais non suffisants, pour stimuler le commerce panafricain et accroître la création de valeur ajoutée et la diversification du commerce. La coopération Sud-Sud et le commerce régional devaient faire partie de la solution. Sur d'autres continents, le commerce intrarégional était suffisamment dynamique non seulement pour faciliter la croissance et la réduction de la pauvreté, mais aussi pour aider les pays considérés à surmonter la crise actuelle.

11. Le rôle de l'État développementiste dans l'orientation du processus de croissance revêtait une importance fondamentale dans le cas de l'Afrique. Les gouvernements devaient intervenir pour réduire les dysfonctionnements du marché dans le secteur bancaire et réaliser des investissements massifs dans l'agriculture et l'industrie afin de créer des capacités productives et des emplois décents. Ils devaient en outre exploiter les sources locales de recettes budgétaires pour réduire leur dépendance excessive à l'égard d'une aide publique au développement incertaine. Il fallait enfin réorienter des infrastructures et autres institutions héritées de la période coloniale dans le sens des nouvelles perspectives régionales.
